

**RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN
IVOIRIEN : ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN,
CÔTE D'IVOIRE)**

**SOCIAL NETWORKS AND PRE-ELECTORAL TENSIONS IN URBAN AREAS OF
IVORY COAST: AN EMPIRICAL ANALYSIS IN THE COMMUNE OF ABOBO
(ABIDJAN, IVORY COAST)**

ASSAMOI OMER YAPI

Socio-criminologue, Enseignant-chercheur, Université de Bondoukou, UFR-SHS,
Département de Socio-Anthropologie du Développement, E-mail: assamoiyapi@gmail.com

KOFFI EVARISTE KOUASSI

Socio-criminologue, Enseignant-chercheur, Université Félix Houphouët Bobigny d'Abidjan-
Cocody, UFR Criminologie, E-mail: Evaristekouassi26@gmail.com

SOUMAHORO LOULOU NAN GOMATHY

Enseignant-chercheur, Université de Bondoukou, UFR-SHS, E-mail:
nanthyloulou@gmail.com

RESUME

Cette étude analyse le lien entre l'usage des réseaux sociaux numériques et les tensions pré-électorales dans la commune d'Abobo, à Abidjan. Dans un contexte ivoirien marqué par des antécédents de crises électorales et par la montée en puissance des plateformes numériques dans la communication politique, la recherche s'intéresse à la manière dont les réseaux sociaux participent à la circulation de rumeurs, d'informations non vérifiées et de discours clivants susceptibles d'accentuer les tensions en milieu urbain populaire. L'étude repose principalement sur une approche quantitative complétée par des éléments qualitatifs. Les données ont été recueillies auprès de 160 personnes résidant à Abobo et utilisant régulièrement au moins un réseau social, à partir d'un questionnaire structuré complété par dix entretiens semi-directifs. Les résultats montrent une forte intensité d'usage des réseaux sociaux, particulièrement chez les jeunes de 18 à 35 ans, qui constituent également la catégorie la plus exposée aux rumeurs et aux contenus non vérifiés. Plus de la moitié des enquêtés estiment que les réseaux sociaux accentuent les tensions pré-électorales, en raison de la diffusion rapide de messages politiques polarisants, de contenus trompeurs et de discours émotionnels. L'étude met ainsi en évidence le rôle ambivalent des réseaux sociaux : s'ils constituent des espaces d'information, de participation et de mobilisation citoyenne, ils apparaissent aussi comme des vecteurs d'amplification des tensions dans les périodes électorales sensibles. Ces résultats soulignent la nécessité de renforcer l'éducation aux médias, les mécanismes locaux de vérification de l'information et les dispositifs communautaires de prévention afin de limiter les effets déstabilisateurs de la désinformation numérique en contexte électoral.

Mots-clés : réseaux sociaux ; tensions pré-électorales ; désinformation ; Abobo ; Côte d'Ivoire.

ABSTRACT

This study examines the relationship between social media use and pre-electoral tensions in the municipality of Abobo, Abidjan. In the Ivorian context, marked by a history of electoral crises and by the growing influence of digital platforms in political communication, the research explores how social media contribute to the circulation of rumors, misinformation, and divisive content likely to intensify tensions in a popular urban setting. The study is mainly based on a quantitative approach complemented by qualitative elements. Data were collected from 160 residents of Abobo who regularly use at least one social media platform, through a structured questionnaire supplemented by ten semi-structured interviews. The findings reveal a high intensity of social media use, particularly among young people aged 18 to 35, who also appear to be the group most exposed to rumors and unverified content. More than half of the respondents believe that social media intensify pre-electoral tensions

because of the rapid spread of polarizing political messages, misleading content, and emotionally charged discourse. The study therefore highlights the ambivalent role of social media: while they serve as spaces for information sharing, participation, and civic mobilization, they also function as channels that can amplify tensions during sensitive electoral periods. These findings underscore the need to strengthen media literacy, local fact-checking mechanisms, and community-based prevention strategies in order to reduce the destabilizing effects of digital misinformation in electoral contexts.

Keywords: social media; pre-electoral tensions; misinformation; Abobo; Côte d'Ivoire.

I. Introduction

Au cours des deux dernières décennies, les réseaux sociaux numériques ont profondément transformé les modes de communication, de participation citoyenne et de débat politique à travers le monde, y compris en Afrique subsaharienne. Ces plateformes se sont imposées comme des espaces privilégiés d'expression, de circulation de l'information et de mobilisation collective. Toutefois, elles constituent également des canaux de diffusion rapide de rumeurs, de discours polarisants et d'informations manipulées. Dans les contextes électoraux sensibles, cette accélération de la circulation des contenus peut contribuer à attiser les tensions sociales, politiques et identitaires.

En Côte d'Ivoire, pays marqué par plusieurs épisodes de crises électorales, notamment en 2000, 2010–2011 et 2020, les réseaux sociaux occupent désormais une place centrale dans la communication politique et dans les interactions entre acteurs partisans, citoyens et groupes communautaires. Des plateformes comme Facebook, WhatsApp, TikTok ou X permettent une diffusion instantanée de messages politiques, mais favorisent aussi la propagation de contenus non vérifiés susceptibles d'exacerber les tensions à l'approche des échéances électorales.

La littérature scientifique met en évidence le caractère profondément ambivalent des réseaux sociaux. Certains auteurs soulignent que ces plateformes favorisent la formation de « chambres d'écho », c'est-à-dire des espaces dans lesquels les individus sont principalement exposés à des opinions conformes aux leurs, ce qui tend à renforcer la polarisation politique et sociale (Sunstein, 2017 ; Pariser, 2011). Dans la perspective de la société en réseaux, Castells (2012) montre quant à lui que les médias numériques peuvent également servir d'outils de mobilisation, de contre-pouvoir et d'organisation de l'action collective. D'autres travaux insistent plus spécifiquement sur la circulation de fausses informations et sur les effets politiques de la désinformation. Ainsi, Allcott et Gentzkow (2017), Vosoughi, Roy et Aral (2018) et Guess, Nagler et Tucker (2019) montrent que les contenus trompeurs peuvent circuler rapidement dans les environnements numériques. Bail et al. (2018) ainsi que Boxell, Gentzkow et Shapiro (2020) mettent en évidence la manière dont certaines architectures numériques peuvent renforcer la polarisation des attitudes politiques. Dans le même ordre d'idées, Woolley et Howard (2016), Bradshaw (2019) et Howard (2020) montrent que les réseaux sociaux peuvent être investis par des acteurs organisés qui cherchent à orienter l'information, à amplifier certains récits et à fragiliser l'adversaire politique.

RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN : ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)

Dans le contexte africain, plusieurs travaux confirment le rôle croissant des réseaux sociaux dans les processus électoraux. Les recherches réunies par Ndlela (2020) montrent que ces plateformes jouent un rôle de plus en plus important dans les campagnes, la mobilisation et la formation des opinions. Les travaux de Gadjanova, Lynch et Saibu (2022), à partir du cas du Ghana, indiquent en outre que la désinformation numérique ne reste pas confinée en ligne : elle traverse rapidement les frontières entre médias sociaux, médias traditionnels et conversations ordinaires. Cette articulation entre circulation numérique et espace social local est particulièrement pertinente pour comprendre les dynamiques des communes urbaines populaires.

C'est dans cette perspective que s'inscrit la présente étude, intitulée « Réseaux sociaux et tensions pré-électorales en milieu urbain ivoirien : analyse empirique dans la commune d'Abobo (Abidjan, Côte d'Ivoire) ».

L'objectif général de cette étude est d'analyser le lien entre l'usage des réseaux sociaux numériques et les tensions pré-électorales dans la commune d'Abobo. Plus spécifiquement, il s'agit de décrire la fréquence d'utilisation des réseaux sociaux par les enquêtés, d'examiner leur niveau d'exposition aux rumeurs, aux fausses informations et aux discours clivants, puis d'analyser la manière dont ces contenus sont perçus en relation avec les tensions pré-électorales observées ou ressenties dans l'espace local.

À partir de cet objectif, la question principale de recherche est la suivante : dans quelle mesure l'usage des réseaux sociaux numériques, à travers la diffusion de rumeurs, de fausses informations et de discours clivants, contribue-t-il à accentuer les tensions pré-électorales dans la commune d'Abobo ?

L'hypothèse principale retenue est la suivante : la diffusion rapide de rumeurs, d'informations non vérifiées et de discours clivants à caractère politique ou identitaire à travers les réseaux sociaux contribue à accentuer les tensions pré-électorales dans la commune d'Abobo. Cette hypothèse repose sur l'idée que l'exposition répétée à des contenus émotionnels ou polarisants peut renforcer la méfiance entre groupes sociaux, durcir les positions politiques et encourager certaines formes de crispation collective dans l'espace urbain local. Il ne s'agit pas d'affirmer une causalité mécanique entre contenus numériques et violence politique, mais de montrer que les réseaux sociaux peuvent agir comme des espaces d'amplification, d'accélération et de diffusion des tensions dans un contexte déjà sensible.

Pour examiner cette hypothèse, la présente recherche mobilise une démarche méthodologique principalement quantitative, complétée par quelques éléments qualitatifs, afin de saisir à la fois l'ampleur descriptive du phénomène et la profondeur des perceptions exprimées par les enquêtés.

II. Méthodologie

Cette étude repose principalement sur une approche quantitative, complétée par quelques éléments qualitatifs afin d'obtenir une compréhension plus approfondie du phénomène étudié.

Le terrain d'enquête retenu est la commune d'Abobo, située au nord d'Abidjan. Cette commune se caractérise par une forte densité démographique et une importante diversité socioculturelle, liée à la présence de populations originaires de plusieurs régions de Côte d'Ivoire ainsi que d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Elle constitue ainsi un espace pertinent pour l'observation des interactions entre dynamiques sociales, identitaires et politiques.

Abobo présente également un intérêt particulier en raison de son histoire politique récente. La commune a été l'un des principaux foyers de tensions lors de la crise post-électorale de 2010 à 2011. Depuis lors, elle demeure perçue comme une zone sensible en période électorale. Par ailleurs, l'usage important des réseaux sociaux, notamment WhatsApp et Facebook, chez les jeunes adultes renforce l'intérêt de ce terrain pour analyser l'influence des contenus numériques sur les perceptions, les attitudes et les tensions pré-électorales. Le choix d'Abobo se justifie donc par son caractère représentatif des quartiers populaires d'Abidjan et par son exposition potentielle aux phénomènes de désinformation en ligne.

L'étude s'appuie sur un échantillon de 160 personnes résidant à Abobo depuis au moins un an et utilisant régulièrement au moins un réseau social. Les participants ont été sélectionnés à partir d'un échantillonnage aléatoire stratifié, prenant en compte plusieurs critères : l'âge (18–35 ans et 36 ans et plus), le genre et la répartition géographique dans différents quartiers de la commune, notamment PK18, Derrière Mairie, Derrière Rail, Kennedy, Akéikoi, Anonkoi et Anonkoi-Kouté.

La répartition de l'échantillon se présente comme suit : 100 enquêtés âgés de 18 à 35 ans (62,5 %) et 60 enquêtés de 36 ans et plus (37,5 %). Selon le genre, l'échantillon comprend 90 hommes (56 %) et 70 femmes (44 %). Sur le plan spatial, les participants sont répartis dans les principaux quartiers de la commune afin de couvrir différentes réalités sociales : PK18 (25 enquêtés), Derrière Mairie (20), Derrière Rail (20), Kennedy (25), Akéikoi (25), Anonkoi (25) et Anonkoi-Kouté (20).

L'outil principal de collecte des données est un questionnaire structuré comportant environ 30 questions fermées, complétées par quelques questions ouvertes destinées à recueillir des témoignages et des perceptions plus détaillées. Le questionnaire porte notamment sur la fréquence et les formes d'utilisation des réseaux sociaux, l'exposition aux informations trompeuses ou à la désinformation, la perception de l'impact de ces contenus sur les tensions locales, ainsi que les comportements des utilisateurs, notamment le partage d'informations et les pratiques de vérification avant diffusion.

RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN : ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)

La collecte des données s'est déroulée sur une période d'environ quatre semaines. Elle a été réalisée principalement en face-à-face avec les enquêtés.

Les données recueillies ont ensuite été traitées à l'aide du logiciel statistique SPSS. L'analyse repose d'abord sur des statistiques descriptives permettant de dégager les principales tendances observées. Elle mobilise également des croisements simples, en particulier entre l'âge et l'exposition aux rumeurs, afin de mieux apprécier certaines variations au sein de l'échantillon. Compte tenu de la nature exploratoire de la recherche et des données effectivement exploitées dans cet article, l'accent est mis sur l'interprétation prudente des fréquences, des distributions et des relations observées, plutôt que sur une prétention à établir des causalités strictes.

Afin de respecter les principes éthiques de la recherche scientifique, les informations collectées ont été traitées de manière anonyme et confidentielle. L'étude reconnaît toutefois certaines limites, notamment le biais de déclaration des répondants, la difficulté d'accès à certains quartiers, ainsi que l'impossibilité d'observer directement les trajectoires concrètes de circulation des contenus numériques. Pour renforcer la validité interprétative des résultats, l'approche quantitative a été complétée par dix entretiens semi-directifs réalisés auprès d'utilisateurs des réseaux sociaux et d'acteurs locaux. Ces entretiens ont permis d'approfondir l'analyse des mécanismes par lesquels les contenus numériques influencent les perceptions et les comportements collectifs en période pré-électorale.

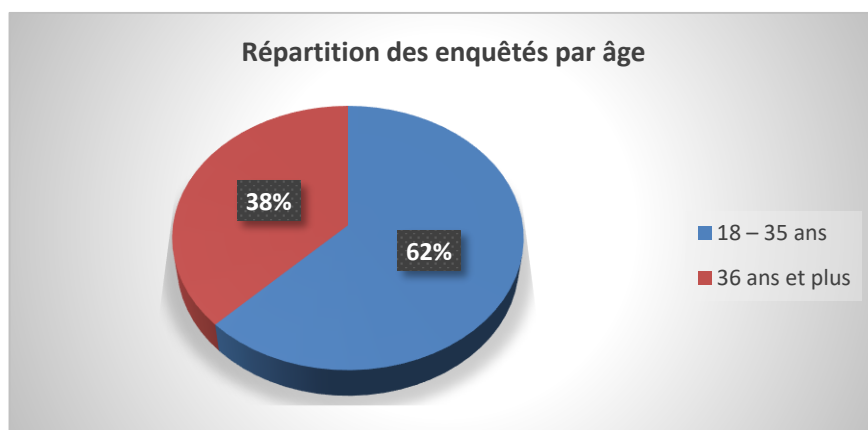
III. Résultats

1. Profil sociodémographique des enquêtés

a) Une domination significative des jeunes (18–35 ans)

Ces profils sociodémographiques ne sont pas neutres : ils révèlent les caractéristiques de la population la plus exposée aux réseaux sociaux et la plus susceptible d'être impliquée dans les dynamiques de tension pré-électorale à Abobo.

Tranche d'âge	Nombre	Pourcentage
18–35 ans	100	62,5 %
36 ans et plus	60	37,5 %
Total	160	100 %



Graphique 1 : Répartition des enquêtés par âge.

Les résultats montrent que 62,5 % des enquêtés ont entre 18 et 35 ans, contre 37,5 % pour les 36 ans et plus. Cette forte représentation des jeunes n'est pas anodine dans le cadre d'une étude portant sur les réseaux sociaux et les tensions pré-électorales. En effet, cette tranche d'âge correspond à la population la plus connectée, la plus active sur les plateformes numériques et la plus exposée à la circulation rapide de contenus politiques, notamment sur WhatsApp, Facebook et TikTok. Elle constitue également une catégorie particulièrement sensible aux dynamiques politiques et identitaires dans la commune populaire d'Abobo.

Les entretiens confirment cette forte implication des jeunes dans les espaces numériques. Un enquêté de 24 ans affirme ainsi : « *Moi je passe plus de 4 heures par jour sur WhatsApp et Facebook, c'est là que je vois le plus d'informations sur les élections.* » Ce propos met en évidence à la fois l'intensité de la fréquentation des réseaux sociaux par les jeunes et leur rôle central comme source d'information politique, qu'elle soit fiable ou non.

Cette forte exposition accroît aussi la vulnérabilité de cette tranche d'âge face aux contenus émotionnels, polarisants ou non vérifiés. Une jeune femme de 29 ans souligne par exemple que « *les vidéos qui circulent sur TikTok avant les élections énervent vite les jeunes, surtout quand on dit qu'un groupe veut attaquer un autre* ». Ce verbatim montre que certains contenus numériques peuvent alimenter rapidement des réactions de peur, de colère ou de défense collective, en activant des logiques de groupe.

Dans le contexte des tensions pré-électorales, cette forte présence des jeunes indique donc qu'ils sont à la fois récepteurs, relais et parfois acteurs des dynamiques numériques susceptibles d'accentuer les tensions. Par ailleurs, les réseaux sociaux apparaissent aussi comme des espaces de conflictualité ordinaire, où les divergences politiques se transforment en tensions interpersonnelles. Comme l'exprime un jeune de 27 ans : « *Sur WhatsApp, pendant les élections, tout le monde partage des messages politiques. Souvent, ça crée des disputes entre amis.* » Ces propos montrent que la jeunesse, du fait de sa forte présence numérique, occupe

**RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN :
ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)**

une position stratégique dans les mécanismes de circulation, d'amplification ou de contestation des contenus politiques.

En somme, cette forte présence des jeunes indique qu'ils sont à la fois acteurs et cibles des tensions numériques, ce qui renforce leur rôle dans l'escalade ou l'apaisement des tensions pré-électorales.

b) Une légère prédominance masculine

L'échantillon est composé de 56 % d'hommes et de 44 % de femmes, ce qui traduit une relative diversité de genre, même si les hommes sont légèrement majoritaires.

Genre	Nombre	Pourcentage
Hommes	90	56 %
Femmes	70	44 %
Total	160	100 %

Les résultats suggèrent que les tensions pré-électorales en ligne ne relèvent pas exclusivement d'une participation masculine, mais mobilisent à des degrés divers les différentes composantes sociales, selon des formes d'expression différenciées. Les entretiens montrent notamment que les hommes sont davantage perçus comme visibles dans les interactions publiques et polémiques sur les plateformes numériques. Une enquêtée de 32 ans déclare ainsi : « *Les hommes partagent plus les vidéos qui insultent les candidats adverses, ça crée la tension dans le quartier.* »

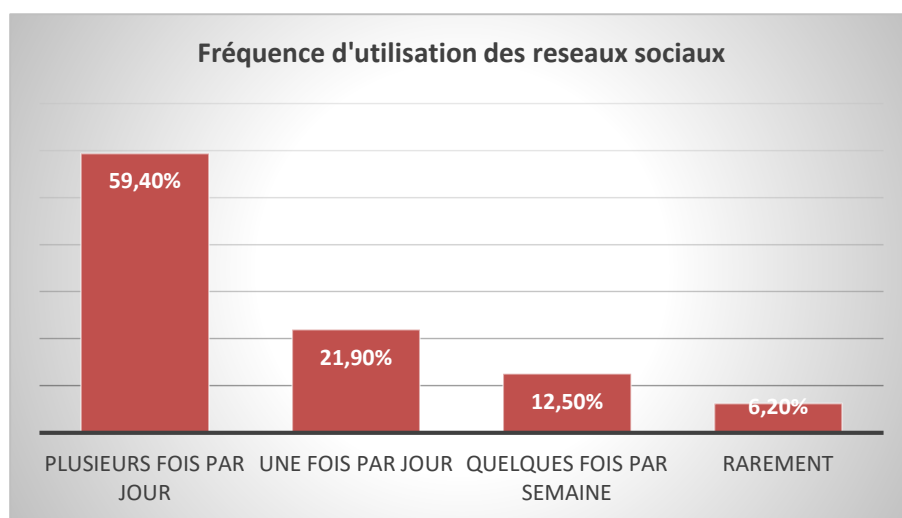
À l'inverse, les discours recueillis montrent que certaines femmes adoptent des formes d'engagement plus discrètes, moins exposées publiquement, sans pour autant être absentes des échanges politiques en ligne. Une enquêtée de 28 ans explique : « *Moi en tant que femme, je préfère ne pas commenter les posts politiques sur Facebook, mais je transfère parfois en privé à mes sœurs pour qu'on discute.* » Ce verbatim suggère que, chez certaines femmes, la participation aux discussions politiques passe davantage par des circuits privés ou restreints, privilégiant l'échange interpersonnel plutôt que l'exposition publique.

Par ailleurs, les entretiens mettent en lumière une perception genrée de la dynamique des tensions pré-électorales. Selon un enquêté de 26 ans, « *À Abobo, les jeunes gars se chauffent plus facilement sur les lives Facebook des meetings, alors que les femmes essaient souvent de calmer* ». Même s'il convient de ne pas essentialiser ces rôles à partir de quelques discours, ces propos révèlent l'existence de perceptions sociales différenciées selon le genre.

Ainsi, la légère majorité masculine dans l'échantillon n'efface pas la place des femmes dans les usages politiques des réseaux sociaux. Elle souligne plutôt que les expériences numériques pré-électorales à Abobo s'inscrivent dans des logiques de genre, où les modalités de participation, de partage et de régulation des tensions peuvent varier selon le sexe.

2. Fréquence d'utilisation des réseaux sociaux

Fréquence d'utilisation	Nombre	Pourcentage
Plusieurs fois par jour	95	59,4 %
Une fois par jour	35	21,9 %
Quelques fois par semaine	20	12,5 %
Rarement	10	6,2 %
Total	160	100 %



Graphique 2 : Fréquence d'utilisation des réseaux sociaux.

L'analyse des données révèle que 59,4 % des enquêtés utilisent les réseaux sociaux plusieurs fois par jour, tandis que 21,9 % s'y connectent au moins une fois par jour. Au total, plus de 81 % des répondants déclarent une utilisation quotidienne de ces plateformes, contre 18,7 % qui en font un usage occasionnel ou rare. Ces résultats indiquent que, dans la commune d'Abobo, les réseaux sociaux occupent une place centrale dans les pratiques ordinaires d'information et de communication. Cette forte présence en ligne favorise une circulation rapide des contenus, notamment politiques, comme le souligne un enquêté : « *Je suis connecté presque toute la journée, donc je vois vite ce qui se dit sur les élections.* » (Homme, 29 ans).

a) Une forte intensité d'usage : vers une hyperconnexion sociale

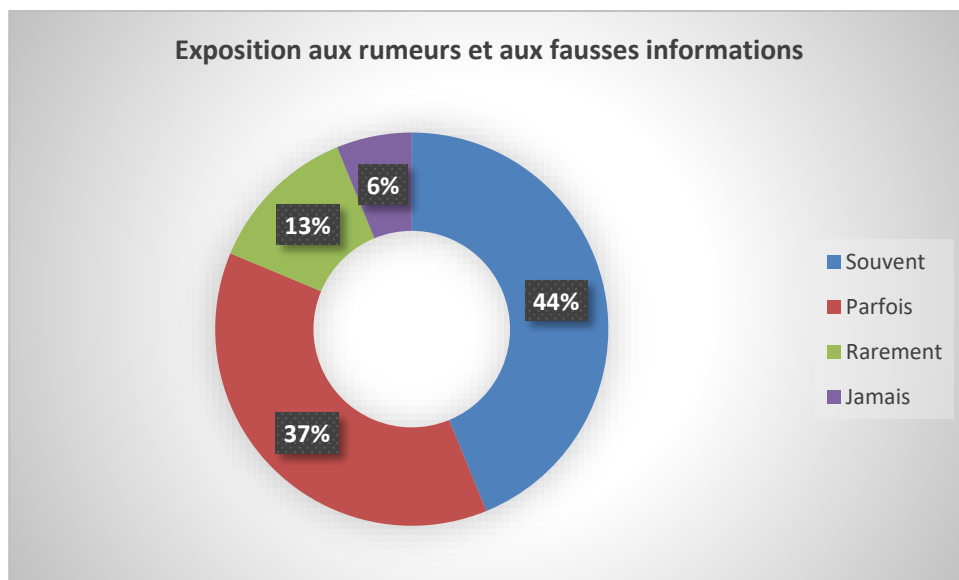
Les résultats mettent en évidence une forte intensité d'usage des réseaux sociaux au sein de la population étudiée. Cette hyperconnexion implique une exposition continue à des flux d'information, particulièrement en période pré-électorale, où le rythme de circulation des messages s'accélère. L'appartenance simultanée à plusieurs groupes de discussion renforce encore cette exposition permanente, en multipliant les occasions de réception, de partage et de réinterprétation des contenus.

RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN : ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)

Dans ce contexte, les réseaux sociaux apparaissent non seulement comme des espaces d'accès à l'information, mais aussi comme des environnements susceptibles de relayer rapidement des messages sensibles ou polarisants. Les données qualitatives suggèrent également que les interactions numériques peuvent avoir des prolongements hors ligne, certaines controverses en ligne débordant dans les relations sociales de proximité. Toutefois, ces plateformes ne remplissent pas exclusivement une fonction de tension : elles servent aussi, pour certains usagers, à faire circuler des messages d'alerte, de prudence ou d'apaisement. Dans l'ensemble, les résultats montrent que les habitants enquêtés évoluent dans un environnement de forte connectivité, où les réseaux sociaux structurent largement l'accès à l'information politique en période pré-électorale.

2.3. Exposition aux rumeurs et aux fausses informations

Exposition aux rumeurs	Nombre	Pourcentage
Souvent	70	43,8 %
Parfois	60	37,5 %
Rarement	20	12,5 %
Jamais	10	6,2 %
Total	160	100 %



***Graphique 3:** Exposition aux rumeurs.*

Les résultats montrent que 43,8 % des enquêtés déclarent être souvent exposés aux rumeurs, tandis que 37,5 % y sont exposés parfois. Au total, 81,3 % des répondants reconnaissent être confrontés, de manière régulière ou occasionnelle, à des informations non vérifiées sur les réseaux sociaux. Ces données indiquent que l'exposition à la désinformation constitue une expérience largement partagée dans la commune d'Abobo, en particulier dans les

périodes de forte sensibilité politique. Comme le résume une enquêtée : « *On reçoit des messages alarmants sur WhatsApp, mais après on se rend compte que ce n'est pas vrai.* » (Femme, 28 ans).

a) Une forte circulation de la désinformation en période pré-électorale

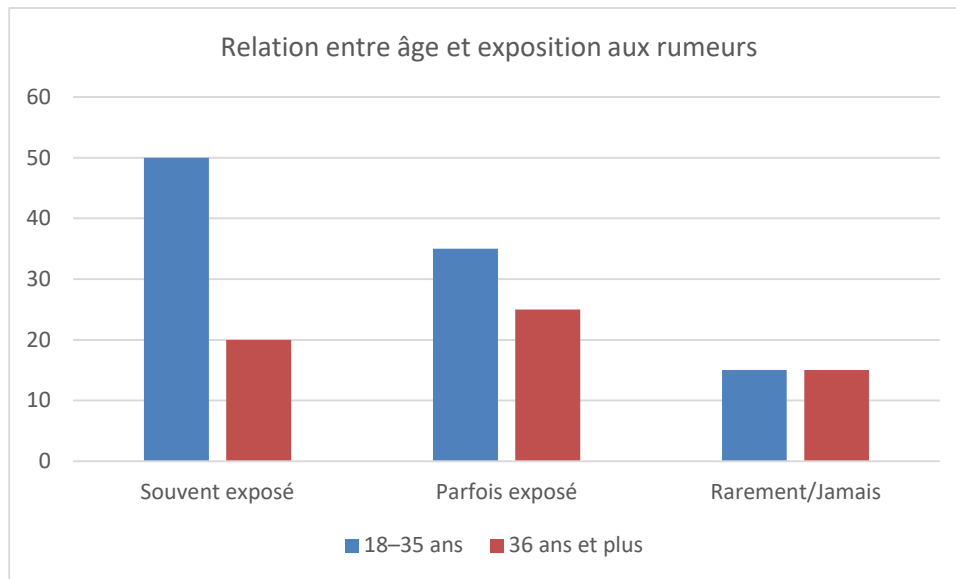
L'analyse met en évidence une circulation importante des rumeurs et des fausses informations en période pré-électorale. Les réseaux sociaux apparaissent ainsi comme des espaces de diffusion rapide de contenus non vérifiés, susceptibles d'alimenter la peur, la confusion et les tensions locales. Les entretiens suggèrent que ces contenus prennent des formes variées : messages alarmistes, vidéos sorties de leur contexte, montages visuels, ou encore publications à tonalité ethnique ou partisane.

Même lorsque certains usagers identifient ces contenus comme faux, leur effet social n'est pas nul ; ils peuvent produire du stress, nourrir un climat de suspicion et favoriser des réactions précipitées. Les données qualitatives montrent également que certaines rumeurs peuvent provoquer des mobilisations verbales ou des attitudes défensives avant même toute vérification. Dans l'ensemble, ces résultats confirment que la désinformation constitue un facteur important de fragilisation du climat social en période électorale, dans la mesure où elle accélère la circulation de récits anxiogènes et renforce les perceptions d'insécurité ou de menace dans l'espace local.

3. Relation entre âge et exposition aux rumeurs

Tranche d'âge	Souvent exposé	Parfois exposé	Rarement/Jamais	Total
18–35 ans	50	35	15	100
36 ans et plus	20	25	15	60
Total	70	60	30	160

**RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN :
ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)**



Graphique 4 : *Relation entre âge et exposition aux rumeurs.*

L'analyse croisée entre l'âge des enquêtés et leur niveau d'exposition aux rumeurs montre une différence nette entre les générations. Parmi les individus âgés de 18 à 35 ans, 50 % déclarent être souvent exposés aux rumeurs et 35 % parfois exposés, soit un total de 85 % de jeunes régulièrement en contact avec ce type de contenus. À l'inverse, chez les personnes de 36 ans et plus, 33,3 % affirment être souvent exposées et 41,7 % parfois exposées, soit 75 % au total.

Ces résultats indiquent que, même si le phénomène touche l'ensemble des catégories d'âge, les jeunes apparaissent comme les plus fortement exposés. Cette surexposition peut s'expliquer par leur présence plus active dans les espaces numériques de circulation de l'information, notamment les réseaux sociaux et les groupes de discussion instantanée, où les contenus non vérifiés circulent rapidement. Autrement dit, les jeunes ne sont pas seulement récepteurs d'informations ; ils sont aussi davantage insérés dans les circuits où s'entremêlent informations, interprétations, opinions et rumeurs.

Les données qualitatives confirment toutefois que les personnes plus âgées ne sont pas épargnées. L'un des enquêtés souligne par exemple : « *Je ne suis pas trop sur Facebook, mais dans les groupes WhatsApp, on reçoit beaucoup de messages politiques.* » (Homme, 42 ans). Ce propos montre que l'exposition aux rumeurs ne passe pas exclusivement par les plateformes les plus visibles comme Facebook, mais aussi par des canaux plus discrets et plus interpersonnels, tels que WhatsApp, où les messages circulent souvent dans un cadre de confiance apparente.

Cependant, chez les enquêtés de 36 ans et plus, cette exposition semble s'accompagner d'une attitude plus prudente face aux contenus reçus. Une enquêtée explique ainsi : « *Parfois je doute des informations, donc je préfère ne pas les partager.* » (Femme, 45 ans). Ce verbatim

met en évidence une posture de réserve et de méfiance, qui contraste avec la rapidité de diffusion généralement observée chez les publics plus jeunes.

a) Les jeunes au cœur de la circulation des rumeurs

Les verbatims montrent clairement que les jeunes sont les plus connectés et donc les plus exposés, mais aussi souvent les premiers à relayer les informations, parfois sans les vérifier. Par exemple : « *Nous les jeunes, on est tout le temps sur WhatsApp et TikTok. Une rumeur sur une fraude ou un coup d'État, on la voit plusieurs fois dans la journée et on la partage vite.* » (Jeune homme, 24 ans, Abobo). Ici, on voit bien que la rapidité et l'habitude de partage chez les jeunes favorisent la propagation des rumeurs.

Un autre témoignage montre les conséquences possibles de cette dynamique : « *Avant les élections, quand une vidéo fake circule en disant qu'un quartier va être attaqué, ça crée vite la panique.* » (Jeune de 26 ans). Ce type de propos illustre moins un lien mécanique entre rumeur et violence qu'une disposition à la tension, à la peur ou à la mise en alerte collective.

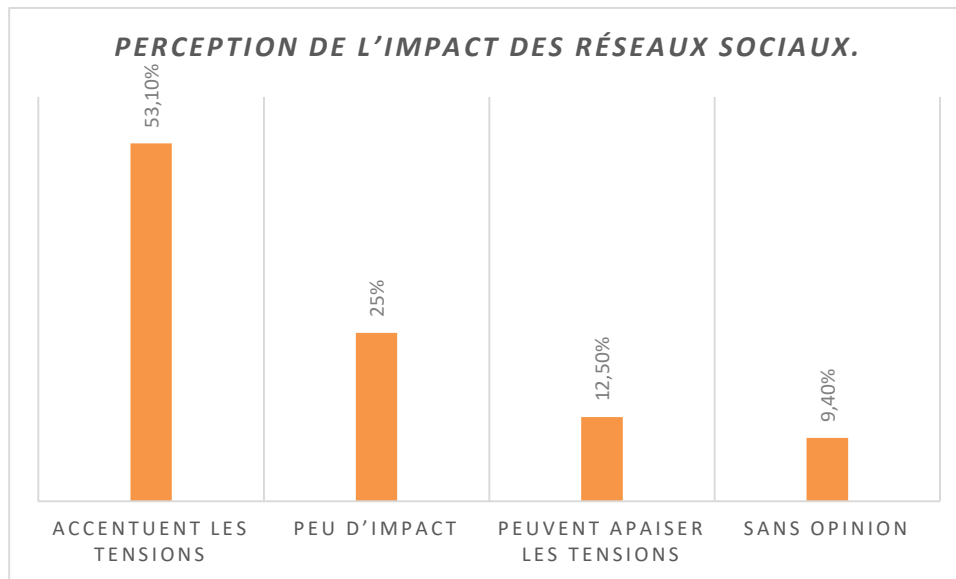
Du côté des adultes, le comportement est souvent plus modéré : « *Moi à 40 ans, je regarde Facebook une fois par jour au maximum. Les rumeurs, je les vois, mais je ne transfère pas.* » (Femme, 42 ans). On observe ici une différence nette : les plus âgés consomment l'information, mais partagent moins.

Au final, cette analyse montre que les jeunes (18–35 ans) occupent une place centrale dans la circulation des rumeurs, à la fois comme récepteurs et comme diffuseurs. Leur forte présence sur les réseaux sociaux et leur rapidité de partage les placent au centre des dynamiques informationnelles. Les personnes plus âgées, même si elles sont aussi exposées, adoptent généralement une attitude plus prudente.

2.5. Perception de l'impact des réseaux sociaux sur les tensions pré-électorales

Perception	Nombre	Pourcentage
Accentuent les tensions	85	53,1 %
Peu d'impact	40	25 %
Peuvent apaiser les tensions	20	12,5 %
Sans opinion	15	9,4 %
Total	160	100 %

**RÉSEAUX SOCIAUX ET TENSIONS PRÉ-ÉLECTORALES EN MILIEU URBAIN IVOIRIEN :
ANALYSE EMPIRIQUE DANS LA COMMUNE D'ABOBO (ABIDJAN, CÔTE D'IVOIRE)**



Graphique 5 : *Perception de l'impact des réseaux sociaux.*

Les résultats montrent que 53,1 % des enquêtés estiment que les réseaux sociaux accentuent les tensions, tandis que 25 % considèrent qu'ils ont peu d'impact. Par ailleurs, 12,5 % pensent qu'ils peuvent contribuer à apaiser les tensions, et 9,4 % n'ont pas d'opinion.

Dans l'ensemble, la majorité des personnes interrogées à Abobo ont donc une vision plutôt négative du rôle des réseaux sociaux en période électorale. Pour beaucoup, ces plateformes ne font pas que diffuser l'information ; elles participent aussi à l'intensification des tensions ordinaires en rendant les oppositions plus visibles, plus rapides et plus émotionnelles. Comme le disent certains enquêtés : « *Les réseaux sociaux aggravent les choses, surtout quand chacun défend son parti avec colère.* » (Homme, 36 ans). Dans le même sens : « *Pendant les élections, Facebook devient un lieu de disputes permanentes.* » (Jeune, 28 ans). Ou encore : « *Les messages politiques sur WhatsApp créent souvent des conflits entre amis et même en famille.* » (Femme, 34 ans).

a) Une perception majoritairement négative : les réseaux sociaux comme amplificateurs de tensions

Le fait que plus de la moitié des répondants voient les réseaux sociaux comme des facteurs d'aggravation des tensions montre que, dans la réalité du terrain, ces outils sont souvent perçus comme des éléments qui « chauffent » la situation.

Les verbatims recueillis confirment cette perception. Par exemple : « *Les réseaux sociaux, c'est ce qui chauffe le plus les élections à Abobo. Une fausse vidéo sur un candidat ou sur un groupe, et ça crée vite la peur dans le quartier.* » (Jeune homme, 27 ans, Abobo). Ici, on voit que la désinformation peut rapidement transformer une situation ordinaire en climat de tension.

Même si certains reconnaissent un potentiel positif, celui-ci reste limité : « *Moi je pense que ça peut apaiser si on partage des messages de paix, mais en vrai, c'est rare. La plupart du*

temps, ce sont les insultes et les fake news qui gagnent. » (Jeune de 24 ans). Les réseaux sociaux peuvent donc apaiser, mais ce n'est pas l'usage dominant mis en évidence ici.

En définitive, cette analyse montre que les réseaux sociaux sont majoritairement perçus comme des amplificateurs de tensions en période pré-électorale. Même s'ils peuvent parfois servir à apaiser, leur usage dominant reste lié à la diffusion rapide de rumeurs, aux insultes politiques et à la montée des tensions relationnelles.

IV. Discussion

L'objectif de cette étude était d'analyser le lien entre l'usage des réseaux sociaux numériques et les tensions pré-électorales dans la commune d'Abobo. Les résultats obtenus mettent en évidence plusieurs tendances importantes relatives à l'utilisation des réseaux sociaux, à l'exposition aux rumeurs et à la perception de leur influence dans les tensions politiques locales. La discussion de ces résultats permet de les mettre en perspective avec les travaux existants et de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les plateformes numériques peuvent contribuer à amplifier ou, dans certains cas, à atténuer les tensions en période électorale.

1. Une forte utilisation des réseaux sociaux dans les espaces urbains populaires

Les résultats de l'enquête montrent que l'usage des réseaux sociaux est très répandu parmi les habitants interrogés. Une majorité des participants déclare utiliser ces plateformes plusieurs fois par jour, ce qui confirme l'importance croissante des technologies numériques dans la circulation de l'information et dans les interactions sociales au sein des quartiers urbains populaires.

Cette forte utilisation est particulièrement marquée chez les jeunes âgés de 18 à 35 ans, qui représentent la majorité de l'échantillon. Cette tendance est cohérente avec plusieurs études qui montrent que les jeunes constituent la catégorie la plus active sur les plateformes numériques telles que Facebook, WhatsApp et TikTok. Ces résultats rejoignent l'analyse de Castells (2012), qui explique que les sociétés contemporaines évoluent vers une société en réseaux, dans laquelle les technologies numériques jouent un rôle central dans la diffusion de l'information et la mobilisation des citoyens. Ils sont également compatibles avec les analyses plus récentes qui soulignent la progression de l'usage politique des médias sociaux dans les processus électoraux africains (Ndlela, 2020).

2. Une forte exposition aux rumeurs et à la désinformation

Les résultats montrent également que la majorité des enquêtés déclare avoir été exposée à des rumeurs ou à des informations non vérifiées sur les réseaux sociaux. Cette situation met en évidence le rôle des plateformes numériques dans la diffusion rapide d'informations susceptibles d'influencer les perceptions politiques des citoyens.

Dans les contextes électoraux, cette circulation rapide de l'information peut favoriser l'émergence ou l'accentuation de tensions sociales et politiques. En effet, les contenus diffusés sur les réseaux sociaux peuvent renforcer les divisions politiques ou identitaires, notamment lorsqu'ils prennent la forme de discours polarisants ou de rumeurs visant certains groupes sociaux. Cette dynamique correspond au phénomène de chambres d'écho décrit par Sunstein (2017), selon lequel les utilisateurs des réseaux sociaux ont tendance à s'exposer principalement à des informations qui confirment leurs opinions, ce qui peut accentuer la polarisation politique. Elle rejoint aussi les travaux de Vosoughi, Roy et Aral (2018), qui montrent la diffusion différentielle du vrai et du faux dans les environnements numériques.

3. Les réseaux sociaux comme amplificateurs des tensions pré-électorales

Un autre résultat important de l'étude concerne la perception de l'impact des réseaux sociaux sur les tensions politiques. Une majorité des répondants estime que ces plateformes peuvent accentuer les tensions en période électorale.

Dans un contexte comme celui de la Côte d'Ivoire, marqué par plusieurs crises électorales, cette dynamique peut contribuer à raviver certaines méfiances, rivalités politiques ou crispations identitaires. Les observations issues de cette étude rejoignent ainsi l'idée selon laquelle la circulation rapide d'informations non vérifiées peut jouer un rôle important dans l'escalade symbolique des tensions. Les analyses de Woolley et Howard (2016), de Bradshaw (2019) et de Howard (2020) montrent également que les environnements numériques peuvent être mobilisés pour amplifier certains récits politiques, perturber les circuits ordinaires de vérification et rendre plus difficile la distinction entre information, propagande et manipulation.

Ainsi, les résultats de cette étude confirment l'idée selon laquelle les réseaux sociaux ne créent pas nécessairement les tensions, mais peuvent accélérer leur diffusion, amplifier des clivages préexistants et renforcer un climat de crispation en période pré-électorale. Le cas d'Abobo suggère donc moins une causalité simple qu'un processus d'amplification situé, dans lequel des infrastructures numériques rencontrent des mémoires de crise, des sociabilités de proximité et des vulnérabilités informationnelles.

4. Les réseaux sociaux comme espaces ambivalents

Il convient toutefois de souligner que les réseaux sociaux ne jouent pas uniquement un rôle négatif dans les dynamiques politiques. Dans certains cas, ils peuvent également servir d'outils de mobilisation citoyenne, de sensibilisation et d'accès à l'information. Cette ambivalence est au cœur des travaux de Castells (2012) et de Tufekci (2017), qui montrent que les plateformes numériques peuvent à la fois favoriser l'expression politique et fragiliser certaines médiations nécessaires à un débat public apaisé.

Certaines initiatives de vérification des faits et d'éducation aux médias montrent que les plateformes numériques peuvent contribuer à limiter la propagation des rumeurs et à renforcer

la résilience des communautés face à la désinformation. Dans cette perspective, les réseaux sociaux apparaissent comme des espaces ambivalents, capables à la fois de favoriser l'expression démocratique et d'alimenter certaines tensions politiques.

5. Limites de l'étude.

Malgré l'intérêt des résultats obtenus, cette recherche présente certaines limites. D'une part, l'étude se concentre uniquement sur la commune d'Abobo, ce qui limite la généralisation des résultats à l'ensemble du territoire ivoirien. D'autre part, les données recueillies reposent en partie sur les déclarations des participants, ce qui peut introduire des biais liés aux perceptions individuelles.

En outre, les résultats permettent surtout de documenter les usages, les expositions et les perceptions des enquêtés. Ils n'établissent pas, à eux seuls, une relation causale directe entre les contenus diffusés sur les réseaux sociaux et la survenue effective de violences. Toutefois, ils apportent des éléments empiriques importants pour comprendre les interactions entre communication numérique, désinformation et tensions politiques locales dans les contextes électoraux.

6. Implications et propositions de solutions

Les résultats de cette étude montrent que l'usage intensif des réseaux sociaux et la forte circulation de rumeurs peuvent contribuer à amplifier les tensions politiques en période électorale dans la commune d'Abobo. Face à ces enjeux, plusieurs pistes d'action peuvent être envisagées afin de limiter les effets négatifs de la désinformation et de renforcer la prévention des tensions pré-électorales.

6.1. Renforcer l'éducation aux médias et à l'information

L'une des premières solutions consiste à développer des programmes d'éducation aux médias et à l'information, notamment auprès des jeunes qui constituent les principaux utilisateurs des réseaux sociaux. Ces programmes pourraient viser à sensibiliser les citoyens aux dangers de la désinformation et à encourager des pratiques responsables, telles que la vérification des informations avant leur diffusion. Les écoles, les universités, les organisations de jeunesse et les organisations de la société civile pourraient jouer un rôle important dans la mise en place de ces actions de sensibilisation.

6.2. Développer des mécanismes locaux de vérification des informations

Une autre piste consiste à encourager la création de cellules locales de vérification de l'information. Ces initiatives pourraient être mises en place en collaboration avec des journalistes, des organisations de la société civile et des acteurs communautaires. Ces mécanismes permettraient d'identifier rapidement les rumeurs circulant sur les réseaux sociaux et de diffuser des informations vérifiées afin de réduire les risques de tension ou de mobilisation violente.

6.3. Renforcer la collaboration entre autorités publiques et plateformes numériques

Les autorités publiques pourraient également renforcer leur collaboration avec les plateformes numériques telles que Facebook, WhatsApp ou TikTok afin de lutter contre la diffusion de contenus incitant à la haine ou à la violence. Cette collaboration pourrait permettre de signaler plus rapidement les contenus dangereux, de limiter leur propagation et de promouvoir des messages favorisant la paix et la cohésion sociale. Une telle orientation doit toutefois être pensée avec prudence afin que la lutte contre la désinformation ne devienne pas un instrument de restriction arbitraire de la parole publique.

6.4. Impliquer les leaders communautaires dans la prévention des tensions

Dans les communes urbaines populaires comme Abobo, les leaders communautaires, les chefs religieux et les associations locales jouent souvent un rôle important dans la régulation des tensions sociales. Leur implication dans les stratégies de prévention pourrait contribuer à désamorcer certaines rumeurs et à promouvoir le dialogue entre les communautés. Ces acteurs pourraient être formés à l'identification des rumeurs numériques et à la diffusion de messages de sensibilisation auprès des populations.

6.5. Renforcer les dispositifs de veille sécuritaire et numérique

Enfin, les institutions chargées de la sécurité publique pourraient développer des dispositifs de veille numérique permettant de détecter plus rapidement les contenus susceptibles de provoquer des troubles à l'ordre public. Ces mécanismes de veille permettraient d'anticiper certaines mobilisations conflictuelles et de mettre en place des actions préventives avant que les tensions ne s'intensifient. Il serait cependant préférable de concevoir ces dispositifs dans une logique de prévention ciblée et de protection du débat public, plutôt que dans une perspective de surveillance généralisée.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'examiner le lien entre l'usage des réseaux sociaux numériques et les tensions pré-électorales dans la commune d'Abobo. À partir d'une enquête menée auprès de 160 participants, la recherche a permis d'analyser les pratiques d'utilisation des réseaux sociaux, l'exposition aux rumeurs numériques et les perceptions des citoyens quant à l'influence de ces plateformes sur les tensions politiques locales.

Les résultats mettent en évidence plusieurs tendances majeures. D'une part, l'utilisation des réseaux sociaux apparaît particulièrement élevée, notamment chez les jeunes âgés de 18 à 35 ans, qui constituent la catégorie la plus active sur ces plateformes. D'autre part, une grande partie des enquêtés déclare avoir été exposée à des rumeurs ou à des informations non vérifiées circulant sur les réseaux sociaux. Cette situation confirme le rôle croissant des plateformes numériques dans la diffusion rapide de contenus susceptibles d'influencer les perceptions politiques des citoyens.

Par ailleurs, les résultats montrent qu'une majorité des répondants estime que les réseaux sociaux peuvent contribuer à accentuer les tensions politiques en période électorale. Ces observations tendent ainsi à confirmer l'hypothèse de départ selon laquelle les réseaux sociaux numériques peuvent jouer un rôle d'amplificateurs des tensions pré-électorales, en facilitant la circulation rapide de rumeurs, de discours polarisants et d'informations parfois manipulées.

Cependant, l'étude souligne également le caractère ambivalent des réseaux sociaux. Si ces plateformes peuvent favoriser la propagation de la désinformation et des tensions, elles constituent aussi des outils importants de communication, de mobilisation citoyenne et de diffusion d'informations. Dans certaines situations, elles peuvent même contribuer à renforcer la vigilance citoyenne face aux fausses informations et à favoriser la circulation de messages de sensibilisation en faveur de la paix et de la cohésion sociale.

Les résultats de cette recherche mettent ainsi en évidence la nécessité de développer des stratégies de prévention adaptées afin de limiter les effets négatifs de la désinformation numérique pendant les périodes électorales. L'éducation aux médias, la mise en place de mécanismes de vérification des informations, la collaboration entre autorités publiques et plateformes numériques, ainsi que l'implication des acteurs communautaires apparaissent comme des pistes importantes pour renforcer la résilience des communautés face aux rumeurs et aux discours clivants.

Enfin, cette étude ouvre également des perspectives pour de futures recherches. Il serait notamment pertinent d'élargir l'analyse à d'autres communes d'Abidjan ou à d'autres régions du pays afin de mieux comprendre les dynamiques territoriales de la désinformation électorale. De même, des recherches combinant méthodes quantitatives et qualitatives pourraient approfondir l'analyse des mécanismes par lesquels les contenus numériques influencent les comportements politiques et les mobilisations collectives.

En définitive, comprendre les interactions entre réseaux sociaux, circulation de l'information et tensions politiques locales constitue aujourd'hui un enjeu majeur pour la consolidation de la paix et de la démocratie en Côte d'Ivoire.

Bibliographie

Allcott, H., & Gentzkow, M. (2017). Social media and fake news in the 2016 election. *Journal of Economic Perspectives*, 31(2), 211–236.

Bail, C. A., Argyle, L. P., Brown, T. W., Bumpus, J. P., Chen, H., Hunzaker, M. B. F., Lee, J., Mann, M., Merhout, F., & Volfovsky, A. (2018). Exposure to opposing views on social media can increase political polarization. *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 115(37), 9216–9221.

Boxell, L., Gentzkow, M., & Shapiro, J. M. (2020). Cross-country trends in affective polarization. NBER Working Paper, No. 26669.

- Bradshaw, S. (2019). Disinformation optimised: Gaming search engine algorithms to amplify junk news. *Policy & Internet*, 11(4), 380–403.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2012). *Networks of outrage and hope: Social movements in the Internet age*. Polity Press.
- Gadjanova, E., Lynch, G., & Saibu, G. (2022). Misinformation across digital divides: Theory and evidence from Northern Ghana. *African Affairs*, 121(483), 161–195.
- Guess, A., Nagler, J., & Tucker, J. (2019). Less than you think: Prevalence and predictors of fake news dissemination on Facebook. *Science Advances*, 5(1), eaau4586.
- Howard, P. N. (2020). *Lie machines: How to save democracy from troll armies, deceitful robots, junk news operations, and political operatives*. Yale University Press.
- Ndlela, M. N. (Ed.). (2020). *Social media and elections in Africa, Volume 1: Theoretical perspectives and election campaigns*. Palgrave Macmillan.
- Newman, N. (2018). *Journalism, media and technology trends and predictions 2018*. Reuters Institute for the Study of Journalism.
- Pariser, E. (2011). *The filter bubble: What the Internet is hiding from you*. Penguin Press.
- Sunstein, C. R. (2017). *#Republic: Divided democracy in the age of social media*. Princeton University Press.
- Tufekci, Z. (2017). *Twitter and tear gas: The power and fragility of networked protest*. Yale University Press.
- Vosoughi, S., Roy, D., & Aral, S. (2018). The spread of true and false news online. *Science*, 359(6380), 1146–1151.
- Wardle, C. (2017, February 16). *Fake news. It's complicated*. First Draft.
- Woolley, S. C., & Howard, P. N. (2016). Political communication, computational propaganda, and autonomous agents. *International Journal of Communication*, 10, 4882–4890.